

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
5, avenue Buffon - CS 96407
CEDEX 2
45064 Orléans

Orléans, le 15/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



AMF QSE (BAT A) ex DERET

ZAC des portes de Chambord
41500 MER

Références : 2022-709/AuV

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2022 dans l'établissement AMF QSE (BAT A) ex DERET implanté ZAC des portes de Chambord 41500 MER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite aux intempéries survenues le samedi 4 juin (orages et vent violent) au niveau de la ZAC des portes de Chambord où plusieurs établissements ont subi des dommages.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMF QSE (BAT A) ex DERET
- ZAC des portes de Chambord 41500 MER
- Code AIOT dans GUN : 0010014183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site exploité par AMF-QSE est un entrepôt de stockage de matières combustibles (climatiseurs) loué à DB Schenker.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites des intempéries survenues le samedi 4 juin dans la ZAC des portes de Chambord à Mer

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 16/12/2019, article 2.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun constat susceptible de suite n'a été relevé

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2019, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapports
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Un registre rassemblant l'ensemble des déclarations faites au titre du présent article est tenu à jour et mis, sur demande, à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : sans observation
Observations : Tous les entrepôts situés dans la ZA des portes de Chambord ont été inspectés par la DREAL suite aux intempéries du 4 juin 2022. L'exploitant nous a fait part lors de la visite qu'il n'y avait pas eu de dégâts au niveau de l'entrepôt qu'il exploite suite à ces intempéries hormis un skydôme dont le vérin est en cours de remplacement La rédaction d'un rapport d'incident ou d'accident est donc sans objet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

